Le « pivot » français vers l'Asie : une ébauche déjà dépassée ?

Hadrienne Terres

Dans Politique étrangère 2016/1 Printemps , pages 177 à 188
Éditions Institut français des relations internationales

ISSN 0032-342X
ISBN 9782365674836
DOI 10.3917/pe.161.0177
Date de mise en ligne : 02/03/2016

Article disponible en ligne à l'adresse
https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-1-page-177?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Le « pivot » français vers l'Asie : une ébauche déjà dépassée ?

Par **Hadrienne Terres**

Hadrienne Terres a été collaboratrice à l'Ifri en 2014 et 2015 où elle a travaillé, au sein du Centre Asie, sur la politique asiatique de la France.

La France veut, elle aussi, engager un « pivot » stratégique vers l'Asie. Visites et accords se multiplient, après une vision qui privilégiait le bilatéralisme franco-chinois. Mais la présence française dans la région demeure limitée. Au niveau commercial, les parts de marché françaises sont réduites. Et ses choix militaires ne permettent guère à Paris une présence significative. Le pivot ne se précisera qu'avec une conception lisible, et l'affectation de moyens nouveaux.

politique étrangère

« La France a, elle aussi, engagé un "pivot". Non par effet de mode, mais parce que la France veut être présente là où se construit le monde de demain. Or l'Asie-Pacifique sera de façon évidente au cœur du XXIe siècle.[1] » Ces mots de Laurent Fabius cherchent à dire le renouveau de la politique française en Asie, fondé sur la recherche de nouveaux débouchés commerciaux, l'approfondissement des relations stratégiques et la diversification des partenaires asiatiques, rompant ainsi avec la tradition sino-centrée de la diplomatie française en Asie.

Soutenu par un effort diplomatique sans précédent, le « pivot » français vers l'Asie s'inscrit avant tout dans le cadre de la diplomatie économique promue par Laurent Fabius depuis son arrivée au Quai d'Orsay. Pour les parlementaires français, il existe dans le contexte économique actuel un « impératif asiatique pour la France », sous peine de risquer de « rater un tournant stratégique[2] ». Le constat est celui d'un retard français dans la région, et d'une présence bien en deçà du potentiel du pays, notamment en Asie du Sud-Est. Les enjeux proprement stratégiques quant à eux, s'ils sont

1. Discours de Laurent Fabius au siège de l'ASEAN, Jakarta, 2 août 2013.
2. « Reprendre pied en Asie du Sud-Est », rapport d'information, Sénat, juillet 2014.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

présents dans l'idée de « pivot », n'en restent pas moins secondaires et s'appréhendent dans le cadre de la « diplomatie d'influence globale » française.

Le changement de conception de la politique asiatique de la France a été salué tant par les membres des administrations françaises que par les partenaires asiatiques de l'Hexagone. La diversification de l'approche de la région a été bien accueillie, et les partenariats stratégiques signés avec les pays asiatiques constituent désormais des canaux d'institutionnalisation des relations permettant l'ébauche d'une politique asiatique plus lisible et de long terme. Cependant le « pivot » français vers l'Asie est tardif, et la France ne semble toujours pas considérée comme un interlocuteur privilégié dans la région. Par ailleurs, la tendance dessinée en début de mandat présidentiel semble peiner à se confirmer, et les moyens mis en œuvre pour soutenir la politique asiatique du pays n'apparaissent pas pouvoir confirmer un réel changement.

Le « pivot » : une nouvelle approche de la politique asiatique de la France

La France a tardé à définir une politique asiatique globale

La politique étrangère française a longtemps méconnu l'Asie, voyant cette dernière comme une région lointaine dont les intérêts n'étaient que peu liés à ceux de l'Hexagone. La politique menée à l'égard de l'Asie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale doit être replacée dans le contexte plus large du positionnement international de la France.

Pendant longtemps, l'Asie a été considérée comme un moyen d'affirmer l'engagement français en faveur d'un système international multipolaire, et non comme un enjeu stratégique en soi. La construction européenne et une politique en direction du voisinage, notamment africain, ont été les priorités de la politique étrangère française dans la seconde moitié du xx^{e} siècle. Le continent asiatique étant alors considéré comme un pôle de puissance potentiel, susceptible de faire contrepoids aux États-Unis. La reconnaissance de la République populaire de Chine en janvier 1964 par le général de Gaulle, le discours de Phnom Penh de 1966, ou encore le retrait de la France de la Commission d'armistice de Panmunjom (Corée) au moment où elle quittait le commandement intégré de l'OTAN, constituent autant d'illustrations d'une volonté d'affirmation de la souveraineté nationale et de recherche d'indépendance. L'Asie n'est alors pas considérée en tant qu'ensemble régional, et seuls les « grands » pays asiatiques intéressent de Gaulle et ses successeurs. Dans une logique strictement bilatérale, Georges Pompidou amorce un dialogue économique avec la Chine,

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

et Valéry Giscard d'Estaing engage des relations politiques avec l'Inde. La politique asiatique de la France apparaît comme une politique « en pointillés[3] », sans cohérence d'ensemble ni inscription temporelle de long terme.

Une première inflexion en direction de l'Asie peut être relevée en 1993-1994. Les discours officiels insistent alors sur le potentiel économique de la région. Le Premier ministre Édouard Balladur, affirme vouloir faire de l'Asie la « nouvelle frontière de la diplomatie française[4] ». Élu président, Jacques Chirac confirme cette inflexion. Il s'agit d'accroître les parts de marché de la France dans les pays émergents, d'instaurer les bases d'un dialogue pérenne, et d'affirmer l'existence d'un monde multipolaire, dont la construction est encouragée par la France. Voyant l'Asie comme un nouveau centre de gravité géostratégique, Nicolas Sarkozy cherche à poursuivre la politique asiatique de son prédécesseur. Le *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale* de 2008 accorde donc une place primordiale à l'Asie et appelle à un engagement français croissant dans la région. Des partenariats stratégiques sont alors signés avec le Kazakhstan (juin 2008), l'Indonésie (juillet 2011) et l'Australie (janvier 2012).

Tant Jacques Chirac que Nicolas Sarkozy étaient ainsi porteurs d'une volonté d'expansion en Asie. Mais il manquait un cadre d'action clair et défini pour que cette nouvelle politique asiatique puisse s'exprimer de façon visible. L'élection de Jacques Chirac a été immédiatement suivie d'une crise des relations avec plusieurs partenaires de la région, la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique étant unanimement condamnée en Asie. Par ailleurs, la politique bilatérale traditionnellement axée sur quelques « grands » pays asiatiques négligeait les pays d'Asie du Sud-Est, qui regrettaient la rareté des visites françaises. Le quinquennat de Nicolas Sarkozy a quant à lui créé chez les partenaires asiatiques de la France « le sentiment de ne pas être pris en compte par Paris[5] ». L'activisme dispersé du président manquait de lisibilité, et une certaine méconnaissance des cultures asiatiques avait froissé certains de ses interlocuteurs – notamment au Japon, dont Nicolas Sarkozy avait moqué le sport national. Quant à la rencontre avec le Dalaï-lama de décembre 2008 en Pologne, elle avait été mal perçue par les autorités chinoises, et avait entraîné ce qu'un diplomate français pouvait décrire au *Monde* comme « deux années de purgatoire[6] ».

---

3. F. Godement, « Une politique française pour l'Asie-Pacifique ? », *Politique étrangère*, Paris, Ifri, vol. 60, n° 4, hiver 1995.
4. D. René, « Un septennat de politique asiatique : quel bilan pour la France ? », *Politique étrangère*, Paris, Ifri, vol. 67, n° 1, printemps 2002.
5. O. Guillard, « L'Asie, grande négligée de la politique étrangère du président Sarkozy ? », *Revue internationale et stratégique*, n° 77, 2010.
6. N. Nougayrède, « Le tournant délicat de la France vers l'Asie », *Le Monde*, octobre 2012.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

L'administration Hollande : une rupture ?

La politique du « pivot » annoncée par Laurent Fabius entend intégrer l'importance croissante du continent asiatique dans la définition de la politique étrangère française. Si la région est avant tout considérée pour son dynamisme économique, un réel effort de diversification dans l'approche de la zone a été mis en place depuis 2012, qui se concrétise entre autres par l'institutionnalisation de nouveaux partenariats.

L'Asie, zone prioritaire de la diplomatie économique

Le « pivot » français vers l'Asie sert l'objectif principal de l'administration Hollande, qui est de trouver des relais de croissance qui n'existent plus en Europe. La diplomatie économique, c'est aller chercher la croissance où elle se trouve – c'est-à-dire en Asie. Cher à Laurent Fabius, cet axe diplomatique est devenu un élément central de la politique étrangère française, notamment depuis le remaniement ministériel d'avril 2014 qui a vu le Commerce extérieur et le Tourisme passer sous tutelle du ministère des Affaires étrangères.

Dans cette perspective, l'Asie constitue un enjeu capital. Elle est la première région mentionnée par François Hollande lorsqu'il aborde les enjeux liés à la diplomatie économique : « D'abord l'Asie, là où la croissance est la plus forte[7]. » 57 % de la croissance des exportations françaises entre 2006 et 2011 ont d'ailleurs été réalisés en Asie[8]. Quatre des sept zones définies comme « clés » dans le cadre de cette diplomatie économique se situent en Asie. Les « représentants spéciaux » nommés pour chacune de ces zones ont pour objectif de dynamiser les relations économiques de ces dernières avec la France[9], et 12 pays asiatiques ont été déclarés prioritaires pour les exportations françaises d'ici à 2022[10].

D'une politique « sino-centrée » à un « rééquilibrage intra-asiatique »

Le « pivot » français vers l'Asie s'exprime d'abord par un redéploiement diplomatique dans la région. L'évolution par rapport au quinquennat précédant est sensible : 33 visites gouvernementales ont eu lieu entre mai 2012 et novembre 2013, contre 13 les deux années précédentes. Le « pivot »

7. Discours d'ouverture de la Conférence des ambassadeurs, François Hollande, Paris, août 2014.
8. Site du ministère des Affaires étrangères, « Dossiers pays », L'Asie, disponible sur : <www.diplomatie.gouv.fr>.
9. Notons la nomination de Martine Aubry pour la Chine, de Paul Hermelin pour l'Inde, de Louis Schweitzer pour le Japon et de Philippe Varin pour les relations économiques avec les pays de l'ASEAN.
10. La Chine, l'Inde, le Japon, l'Indonésie, Singapour, la Corée du Sud, Hong Kong, la Malaisie, les Philippines, Taïwan, la Thaïlande et le Vietnam.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

se traduit également dans le choix des pays visités. Tout en considérant la Chine comme un partenaire essentiel, Paris cherche à encourager l'approfondissement des liens bilatéraux avec l'Inde, le Japon, la Corée, l'Indonésie, Singapour, le Vietnam et l'Australie, tout en explorant les possibilités de niches de marché aux Philippines ou au Laos. On assiste ainsi à un « rééquilibrage » d'une politique sino-centrée en direction des autres pays d'Asie. Une attention particulière étant portée à l'Indonésie, pays au potentiel jusqu'alors sous-estimé.

Un redéploiement diplomatique dans la région

Selon certains observateurs, le « pivot » français vers l'ensemble des pays asiatiques doit beaucoup à l'entourage de François Hollande, et notamment à ses anciens conseillers diplomatiques Paul Jean-Ortiz et Christian Lechervy. François Hollande n'aurait pas eu de conviction très forte sur la question, et Laurent Fabius aurait eu tendance à considérer les relations franco-chinoises comme prioritaires dans la région[11]. Le rééquilibrage « intra-asiatique » effectué est cependant non seulement visible mais apprécié par les partenaires asiatiques de la France. Le voyage du président de la République au Laos, à l'occasion du sommet de l'ASEM (*Asia Europe Meeting*) de novembre 2012 a constitué un symbole clair : la politique asiatique de la France ne se réduisait pas à la Chine. De fait, les seuls pays asiatiques à ne pas avoir reçu de visite de membres du gouvernement depuis mai 2012 sont Brunei et Timor-Leste.

La politique menée à l'égard de l'Asie depuis 2012 tranche donc avec celle des gouvernements précédents. Le président de la République a consacré l'un de ses premiers voyages en Asie à l'Inde. Il a par ailleurs reconnu que le Japon n'avait pas reçu toute l'attention qu'il méritait ces dernières années, et cherche à redynamiser la relation bilatérale. Pour la Chine, l'accent est plutôt mis sur le thème de la réconciliation. Et cette dernière semble en bonne voie[12]. En outre, François Hollande attache une attention particulière au respect des coutumes des pays qui l'accueillent – il accepte par exemple de revêtir les vêtements traditionnels de ses hôtes. Le « style Hollande » semble ainsi plus adapté au contexte asiatique que ne l'était celui de Nicolas Sarkozy.

L'approfondissement des partenariats stratégiques franco-asiatiques

Dans un contexte où la montée en puissance de la Chine, couplée à son effort de modernisation militaire, inquiète ses voisins, ces derniers

11. H. Terres, « La France et l'Asie : l'ébauche d'un "pivot" à la française ? », *Asie.Visions 75*, Paris, Ifri, avril 2015, disponible sur : <www.ifri.org>.
12. A. Ekman, « Quelle importance la Chine accorde-t-elle à la France ? » *Le Monde*, avril 2013.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

cherchent à renforcer leurs partenariats stratégiques et leurs relations de défense. Ainsi la France a-t-elle conclu des partenariats stratégiques avec plusieurs pays de la région, dont Singapour (octobre 2012) et le Vietnam (septembre 2013). Si chaque partenariat stratégique est spécifique et peut prendre diverses dénominations, il implique toujours la mise en place d'un cadre d'échanges reposant sur trois piliers : un dialogue politico-militaire, une coopération militaire et une coopération dans le domaine de l'armement[13]. Le dialogue stratégique franco-japonais a, quant à lui, été rehaussé au niveau ministériel en janvier 2012. Par ailleurs, nombre d'efforts sont déployés pour diversifier les thèmes de concertation, hors du strict cadre bilatéral. Ainsi le Japon et la Chine ont-ils été prévenus en amont de l'intervention militaire française au Mali ; et le massacre de ressortissants étrangers par AQMI en Algérie en janvier 2013 a donné lieu à des échanges entre Shinzo Abe et François Hollande sur la lutte contre le terrorisme. L'Élysée n'est pas seule concernée par ces échanges, et les contacts s'intensifient entre les différentes instances ministérielles.

L'avenir de la nouvelle approche apparaît toutefois bien incertain

Si les discours officiels relaient le terme de « pivot » comme définissant le nouvel axe d'une politique étrangère cherchant à investir un continent auparavant négligé, ils doivent être mis en perspective. La politique asiatique de François Hollande ne marque pas de réelle rupture avec le passé, et les moyens déployés en appui ne permettront sans doute pas à la France de devenir un réel acteur sur la scène asiatique. En outre, parler de « pivot » vers l'Asie lorsque les contraintes budgétaires limitent les capacités de projection de l'outil militaire français peut sembler décalé, *a fortiori* dans le cadre du recentrage de la politique étrangère sur les impératifs dictés par la sécurité intérieure, suite aux attentats de janvier et de novembre 2015[14]. En dépit de discours volontaristes aux ambitieux objectifs, l'avenir de la politique étrangère française en Asie apparaît dans ce contexte bien incertain.

D'importantes limites structurelles

Une présence économique faible

La présence économique française en Asie reste marginale. Si la région est l'une des rares zones géographiques où la part de marché de la France en valeur s'est maintenue entre 2000 et 2009, son niveau reste très modeste (1,5 % environ), et sur le temps long son tassement est constant : 6,4 % en

13. « La France et la sécurité en Asie-Pacifique », ministère de la Défense, avril 2014.
14. T. Gomart, « La politique étrangère française est-elle Charlie ? », *Études*, novembre 2015.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

1990, 3,9 % en 2009, 3,5 % en 2010[15]. Dès 1996, Jacques Chirac déclare vouloir tripler la part de marché de la France en Asie[16] : l'objectif est loin d'avoir été atteint. À l'époque, la France compte pour 2 % des importations asiatiques. En 2012, elle ne compte plus que pour 1 %. En Indonésie, la part de marché des entreprises françaises atteint 1 %, loin derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni. Lors de sa visite dans le pays en juin 2013, la ministre du Commerce extérieur Nicole Bricq déclare vouloir augmenter de moitié d'ici à 2015 les échanges commerciaux entre la France et l'Indonésie, qui s'élèvent actuellement à 3 milliards d'euros. À titre de comparaison, l'Allemagne compte presque doubler les siens dans la même période, pour les faire passer à près de 10 milliards d'euros. L'enjeu est donc de taille. Le déficit commercial de la France avec la Chine s'élève à plus de 25 milliards d'euros, et constitue le premier déficit commercial du pays. Le risque, pour la France, est donc de « rater un tournant stratégique », de « sortir des radars dans une zone où l'intégration régionale toujours plus poussée sur le plan économique, autour de l'émergence chinoise, risque de se faire au détriment des Européens[17] ».

L'enjeu de la diversification des exportations

La faible présence économique française en Asie relativise l'importance qui lui est officiellement accordée. L'Allemagne est, de plus en plus, considérée comme l'interlocuteur privilégié pour les questions économiques au sein de l'Union européenne. En outre, les performances économiques françaises en Asie sont largement imputables au secteur de l'aéronautique. L'enjeu est donc de diversifier les domaines porteurs pour la France, afin de réduire la dépendance à l'égard d'un unique secteur[18].

L'absence de rôle stratégique en Asie

La présence militaire française en Asie pourrait bien n'être significative que dans les documents diffusés par les ministères de la Défense et des Affaires étrangères[19]… Au-delà de ces efforts de communication, une simple comparaison avec la présence militaire américaine en Asie-Pacifique nuance fortement l'importance de la position française. Il manque donc à la France l'élément *hard power* nécessaire pour être considérée comme un véritable

15. « La France en Asie-Océanie », ministère des Affaires étrangères, 2011.
16. Discours de Jacques Chirac, Singapour, 26 février 1996.
17. J.-L. Carrère, « La diplomatie économique, "nouvelle frontière" de la politique française », *Géoéconomie*, n° 3, 2014.
18. Philippe Varin, Conférence organisée par l'ANAJ-IHEDN, Paris, 18 novembre 2015.
19. « La France en Asie-Océanie », ministère des Affaires étrangères, 2011 ; « La France et la sécurité en Asie-Pacifique », ministère de la Défense, 2014.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

acteur dans la région, ses capacités militaires ne pouvant autoriser une participation significative en cas de conflit. Par ailleurs, Paris ne participe pas aux structures de dialogue que sont l'ADMM+ (*ASEAN Defence Ministers Meeting*) et l'EAS (*East Asia Summit*). Ces enceintes sont pourtant des lieux de dialogue stratégique importants en Asie du Sud-Est. L'intérêt que la France avait à participer à l'ADMM+ a été exprimé au plus haut niveau dès les entretiens de Vientiane, en marge du sommet de l'ASEM en 2012. Mais cet intérêt n'a pas trouvé d'écho favorable auprès des membres de ces instances. Pour ces derniers, la France n'est pas un pays asiatique, et ne peut de ce fait être considérée comme acteur régional.

Plus généralement, parler de « pivot » vers l'Asie semble à plusieurs observateurs avoir peu de sens, notamment parce que ce « pivot » n'est pas soutenu par une réallocation significative de moyens dans la région. Si le Livre blanc de la défense de 2008 accordait une place prépondérante aux enjeux posés par l'émergence de l'Asie comme nouveau centre de gravité géostratégique, celui de 2013 ne mentionne l'action de la France dans la région qu'en l'associant à celle de ses partenaires, Union européenne et États-Unis. Les recommandations de 2008 pour une présence militaire accrue dans la région depuis l'océan Indien ont été abandonnées. La position de la France dans cette région est donc aujourd'hui plus celle d'un pays exportateur d'armes que celle d'un acteur régional, notamment par défaut d'un véritable positionnement géopolitique.

Un sino-centrisme et un tropisme économique persistants

La diversification de l'approche de la région apparaît donc fragile. Elle n'a été officiellement exposée par le président de la République qu'en 2014, à l'occasion du discours d'ouverture de la Conférence des ambassadeurs. Celui du 25 août 2015 ne mentionne jamais l'Asie comme ensemble régional. Les pays de la région ne sont cités que dans le cadre de leur participation à la lutte contre le réchauffement climatique, ou pour le risque potentiel d'un déséquilibre économique asiatique pour la France. L'Asie n'est donc prioritaire comme enjeu de politique étrangère que dans le cadre de la diplomatie économique, et au titre du dynamisme de sa croissance. L'effort d'adaptation du réseau diplomatique français, comme la diplomatie économique, concerne donc les pays émergents, et non l'Asie en tant que telle. Laurent Fabius pourrait garder un tropisme le conduisant à privilégier les aspects économiques et la relation avec la Chine au détriment d'une vision d'ensemble de la région. Enfin, les premiers « architectes » de la nouvelle politique asiatique ne font plus partie de la cellule diplomatique présidentielle.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Par ailleurs, les intérêts stratégiques français en Asie ne semblent pas pouvoir être prioritaires dans un contexte de saturation stratégique et de forte exposition de l'outil militaire. Contrairement au rééquilibrage américain vers l'Asie, le « pivot » français ne s'accompagne pas d'un redéploiement militaire dans la région. La France n'a pas opéré de désengagement de son « pré carré » au profit d'une nouvelle politique asiatique. L'idée pourrait finalement être celle d'un pivot « contraint », correspondant à une tendance de fond où l'importance croissante de l'Asie sur la scène internationale fait logiquement remonter la région dans les priorités de politique étrangère.

L'avenir d'un pivot vers l'Asie est-il européen ?

La France a malgré tout besoin d'une politique en Asie-Pacifique, qui ne se réduise pas à une attention portée à deux ou trois pays de la région : quantitativement pour les votes à l'ONU, et qualitativement, les acteurs asiatiques pesant sur un nombre croissant de dossiers, à l'instar de la Chine sur le dossier du nucléaire iranien. « Pour un pays attaché à une tradition de diplomatie mondiale, l'Asie du Sud-Est ne peut être négligée tant elle recèle d'enjeux.[20] » L'Asie est ainsi primordiale pour Paris dans sa politique globale.

La France n'est d'ailleurs pas seule en Europe à avoir engagé un « pivot » vers l'Asie. Le Royaume-Uni a également déclaré faire de la région une nouvelle priorité de politique étrangère[21]. Si, pour certains, le « pivot » britannique vers l'Asie reste très déclaratoire comparé au « pivot » français, d'autres voient dans ces évolutions parallèles le socle d'une politique européenne en devenir. En effet, si ni la France ni le Royaume-Uni ne disposent des moyens nécessaires pour peser en Asie, l'Union européenne pourrait devenir un acteur pertinent dans la région. La France pourrait donc avoir une réelle politique asiatique à travers le cadre européen.

L'Allemagne s'est également efforcée de définir une politique asiatique cohérente et de long terme. Sa formulation (*Asien Politik*) remonte à 1993. Berlin entend renforcer les implantations des entreprises allemandes en Asie, et définit un cadre d'action avec cinq domaines prioritaires pour le développement du pays dans la région. Par comparaison, cette politique est donc à la fois plus précoce et plus lisible que la politique asiatique française. Après 2001, une nouvelle orientation a régionalisé l'Asie en trois sous-ensembles distincts : l'Asie orientale, l'Asie du Sud-Est et l'Asie

20. « Les émergents d'Asie du Sud-Est », rapport d'information, Assemblée nationale, février 2015.
21. A. di Mattia et J. M. Macdonald, « An Anglo-French "Pivot"? The Future Drivers of Europe-Asia Cooperation », *Policy Brief*, GMF, août 2014.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

du Sud[22]. En France, cette régionalisation fait encore défaut. Le ministère des Affaires étrangères se réfère à l'Asie-Océanie quand le ministère de la Défense s'intéresse à l'Asie-Pacifique, et le concept d'Indo-Pacifique a peu d'écho. En 2007, l'Allemagne a rompu avec un positionnement sinophile et s'est tournée vers l'Inde, devenue son quatrième partenaire commercial dans la région. En 2011, les échanges entre les deux pays ont atteint 18,3 milliards d'euros, contre 7,6 milliards entre la France et l'Inde la même année. La Chine reste cependant un partenaire important pour l'Allemagne : sa part de marché représente aujourd'hui 5,33 %, contre 1,27 % pour la France. Pour Alice Ekman, la Chine accorde aujourd'hui plus d'importance à l'Allemagne qu'à la France : il existe donc entre les deux pays « une asymétrie croissante de l'accès aux autorités chinoises, de l'accès à l'information, ou encore de l'intérêt des médias et des chercheurs chinois pour chaque pays. Aujourd'hui, l'Allemagne, premier investisseur européen sur le marché chinois, est de loin le pays européen le plus important aux yeux de la Chine[23] ». L'Allemagne est donc, sans conteste, mieux implantée en Asie que la France. Ses entreprises bénéficient d'un soutien à l'export qui manquait jusqu'à aujourd'hui aux PME françaises. En outre, la politique asiatique allemande continue d'être particulièrement vigoureuse. L'Indonésie a, par exemple, reçu trois visites d'Angela Merkel en cinq ans, alors qu'elle attend encore celle de François Hollande.

La France, une puissance régionale à ambition globale ?

La force de la France, qui lui permet de se démarquer des autres pays européens aux yeux des pays asiatiques, réside dans sa capacité à représenter une alternative à la politique étrangère américaine. Son rejet de l'intervention militaire en Irak en 2003, ainsi que son soutien à une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, appuyant notamment la candidature de l'Inde et du Japon, ou encore sa coopération avec l'Inde sur le nucléaire civil et la signature du partenariat stratégique de 1998, ont rendu sa position singulière. La tendance française à associer l'Asie au soutien à une multipolarité émergente se vérifie encore aujourd'hui, et trouve écho chez les partenaires asiatiques de la France. Le discours de Phnom Penh reste une référence historique forte en Asie, et sert la rhétorique française en présentant le pays comme porteur d'une « troisième voie ».

La France porte-t-elle toujours une « troisième voie » ?

Le virage atlantiste opéré sous la présidence de Nicolas Sarkozy, symbolisé par le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN,

22. O. Guillard, « L'Allemagne et l'Asie », *Revue internationale et stratégique*, n° 2, 2009.
23. A. Ekman, « Quelle importance la Chine accorde-t-elle à la France ? », *op. cit.*

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

ainsi que la hiérarchisation géographique des zones d'intérêt de la politique étrangère française laissent cependant une place de plus en plus réduite à une politique asiatique singulière. La position de la France sur la scène internationale voit ainsi son prestige s'éroder. Elle est de moins en moins considérée comme un « pont entre les nations[24] », ou comme une porte d'entrée vers l'Europe pour les pays émergents.

Pour un nombre croissant d'observateurs, le temps où la France pouvait mener une politique étrangère seule est révolu. Entre politique de grande puissance et réalité des moyens, l'écart serait devenu trop important. Or la France s'est toujours considérée comme une « puissance de projection », pour reprendre la typologie établie par Frédéric Charillon[25]. Porteur d'un certain modèle, l'Hexagone veut défendre une vision globale, et non pas seulement régionale, de sa politique étrangère, s'appuyant sur des valeurs universelles, et considérant qu'une présence sur la scène internationale sert éminemment les intérêts nationaux. Si un changement de paradigme apparaît nécessaire à certains, cette vision est encore sensible aujourd'hui. Parfois taxée de fantasmagorique, elle n'est pourtant pas irréelle. Membre du Conseil de sécurité de l'ONU, dotée de la puissance nucléaire, et seul pays européen avec de telles capacités de projection militaire, la France est reconnue comme interlocuteur primordial en Europe. Mais une vision dite réaliste inscrit les moyens français dans un contexte plus restreint, où l'Europe et son voisinage proche (Est et Sud) sont les seules zones où la France peut exercer une réelle influence.

Au-delà des débats sur le positionnement international de la France, il apparaît clairement que l'Asie est un espace primordial, et que les perspectives économiques européennes doivent lui faire une place de plus en plus importante. La France bénéficie d'une présence tant historique que géographique dans la région ; elle peut tirer profit de ses atouts pour pérenniser et renforcer la politique du « pivot », seule à même de lui permettre d'exercer une influence sur les affaires du monde.

***

La présidence de François Hollande marque un renouveau dans l'attention portée à l'Asie par la politique étrangère française. Zone prioritaire pour sa diplomatie économique, elle représente également un enjeu stratégique pour la France dans le cadre du positionnement géopolitique

24. Discours d'ouverture de la Conférence des ambassadeurs, François Hollande, Paris, août 2012.
25. F. Charillon, « Peut-il encore y avoir une politique étrangère de la France ? », *Politique étrangère*, Paris, Ifri, vol. 67, n° 4, printemps 2002.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

global du pays. La politique française à l'égard des pays de la région a été redynamisée à travers un nouveau rythme de visites, qui ont permis d'approfondir les liens entre Paris et l'ensemble des pays asiatiques – dont certains n'avaient jusqu'alors pas été considérés à la hauteur du potentiel qu'ils représentent pour la France, à l'instar de l'Indonésie. Mais la faible présence économique française en Asie, et le caractère limité du rôle stratégique de la France dans la région amoindrissent les perspectives de long terme du « pivot ». Les évolutions récentes de la politique française tendent à recentrer ses objectifs autour de la relation franco-chinoise et de ses aspects économiques. Or, sans une réelle volonté politique accompagnée d'une réallocation de moyens, la France ne pourra être reconnue comme un interlocuteur privilégié par l'ensemble des pays asiatiques.

Mots clés
Asie
Diplomatie économique
Stratégie française
Exportations d'armements